Commission économique pour l’Europe

Comité des politiques de l’environnement

Vingt et unième session

Genève, 27-30 octobre 2015

Point 5 b) de l’ordre du jour du jour provisoire

Huitième Conférence ministérielle « Un environnement   
pour l’Europe » : Pour une économie plus respectueuse   
de l’environnement

Projet de document thématique pour la huitième   
Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » : Pour une économie plus respectueuse   
de l’environnement dans la région paneuropéenne

Note du Président du Comité établie avec l’aide du secrétariat   
et du Programme des Nations Unies pour l’environnement

|  |
| --- |
| *Résumé* |
| À sa vingtième session (Genève, 28-31 octobre 2014), le Comité des politiques de l’environnement (CPE) de la Commission économique pour l’Europe (CEE) a donné mandat à son bureau de procéder, avec l’aide du secrétariat et en collaboration avec les acteurs compétents, aux préparatifs de la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016), notamment l’élaboration, à partir des questions à examiner arrêtées par le Bureau du CPE [ECE/CEP/2014/2, par. 84 a) et 98 gg) xi) a)], du premier projet de document thématique de base visant la transition vers une économie plus respectueuse de l’environnement dans la région paneuropéenne. |
| Le document thématique a pour but de faciliter le débat ministériel au titre de cette question en apportant des renseignements de base destinés à aider les délégations à se préparer pour la Conférence. Les perspectives concrètes des différents pays au titre de chacune des questions recensées devraient être abordées au cours des interventions et débats des ministres. |
| Le document a été élaboré par le Président du CPE, avec l’aide du secrétariat de la CEE et du Programme des Nations Unies pour l’environnement et en collaboration avec les organisations partenaires énumérées dans l’introduction. |
| Le CPE sera invité à examiner le projet pour donner des orientations aux secrétariats de la CEE et du PNUE ainsi qu’aux partenaires en vue de l’établissement du document définitif à présenter à la Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » qui se tiendra à Batumi. |
|  |

Table des matières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | *Page* |
| Introduction | | | 4 |
| 1. Défis et perspectives | | | 5 |
| 1. Meilleures voies vers la durabilité | | | 10 |
| 1. Incitations en faveur d’une économie verte | | | 17 |
| 1. Coopération | | | 24 |
| 1. Conclusions et voie à suivre | | | 26 |
| **Figures** | | |  |
| 1. Prêts accordés par des banques commerciales et cautionnés par KredEx pour d’importants travaux de réfection et des travaux de modernisation destinés à améliorer l’efficacité énergétique d’immeubles d’habitation en Estonie | | | 7 |
| 2. Qualité des transports publics urbains par rapport à la demande dans certaines capitales  de la CEE | | | 9 |
| 3. Tendances de certaines caractéristiques de la gestion des forêts par rapport à la situation  en 2000 (%) | | | 12 |
| 4. Éléments des interactions | | | 14 |
| **Encadrés** | | |  |
| 1. Bienfaits des marchés publics durables | | | 18 |
| 2. Réforme des instruments économiques liés à l’environnement dans les pays d’Europe orientale, du Caucase et d’Asie centrale | | | 20 |
| 3. Conditions favorables à de jeunes entreprises innovantes : cas de l’Italie | | | 23 |

Introduction

1. La transition vers une économie plus respectueuse de l’environnement, perçue comme un moyen de promouvoir une économie saine tout en garantissant durabilité environnementale et équité sociale, est considérée comme une voie prometteuse vers le développement durable. C’est pourquoi l’ONU et ses États Membres œuvrent à adopter des approches visant à instaurer une économie verte, y compris dans le cadre du Programme de développement pour l’après-2015 et de ses objectifs de développement durable.
2. Dans la région paneuropéenne[[1]](#footnote-1), les ministres de l’environnement ont décidé à la Conférence « Un environnement pour l’Europe » tenue en 2011 à Astana de jouer un rôle de premier plan dans la transition vers une économie verte. Ils ont souligné la nécessité d’intensifier les efforts pour découpler la croissance économique et la dégradation de l’environnement, en stimulant l’investissement vert dans divers secteurs économiques et en s’attachant à promouvoir une consommation et une production durables, l’utilisation efficace de l’énergie et des ressources, ainsi que l’innovation. Ils ont également souligné combien il était important de développer les capacités humaines, institutionnelles et économiques en faveur du processus de transition, notamment en recourant à la recherche, à l’éducation et à la formation[[2]](#footnote-2).
3. La huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016) se penchera sur la manière de promouvoir le passage à une économie verte dans la région suite aux engagements pris à la Conférence précédente. À Astana, le débat a principalement porté sur la raison pour laquelle le processus devrait être lancé, mais à Batumi les participants discuteront de la manière dont il devrait l’être. Le but visé est d’aider les ministères de l’environnement à engager et à poursuivre le débat sur l’économie verte au sein du Gouvernement national et d’autres instances pertinentes, et d’aider à faire avancer le programme connexe.
4. Il n’existe pas d’approche universelle en la matière, étant donné que les défis et perspectives sont différents varient selon les pays. Ces derniers peuvent donc être intéressés par différents modes d’action, outils et mesures, à l’échelle de l’économie dans son ensemble ou au niveau sectoriel. Par ailleurs, la coopération et l’échange de bonnes pratiques et d’enseignements sont également importants, notamment entre les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile afin de promouvoir plus efficacement et concrètement une économie plus respectueuse de l’environnement.
5. Le présent document est fondé sur les quatre groupes de questions établis aux fins du débat ministériel par le Bureau du Comité des politiques de l’environnement (CPE) de la Commission économique pour l’Europe (CEE)[[3]](#footnote-3). Il a été élaboré par le Président du CPE avec une contribution et l’aide du secrétariat de la CEE et du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), et de concert avec des organisation partenaires, notamment l’Agence européenne pour l’environnement (AEE), le Bureau régional pour l’Europe de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS/Europe), l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l’Organisation internationale du Travail (OIT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
6. Comprenant des observations faites par le Bureau du CPE, le document est actuellement soumis au CPE pour d’autres observations. Une version révisée, qui tiendra compte de toutes les observations formulées à la vingt et unième session, sera actualisée et présentée de nouveau au CPE pour des observations finales à la session extraordinaire qui se tiendra en février 2016. La version définitive sera ensuite présentée à la Conférence ministérielle « Un environnement pour l’Europe » (EfE) de Batumi pour étayer le débat ministériel concernant le passage à une économie plus respectueuse de l’environnement dans la région paneuropéenne.
7. Le document fait fond sur d’autres documents de base établis en la matière dans le cadre du processus « Un environnement pour l’Europe », indiqués ci-après, et les complète :

a) Pour une économie plus respectueuse de l’environnement : prise en compte de l’environnement dans le développement économique (ECE/ASTANA.CONF/  
2011/4)[[4]](#footnote-4);

b) Pour une économie plus respectueuse de l’environnement dans la région paneuropéenne : progrès et perspectives (ECE/CEP/2013/10)[[5]](#footnote-5);

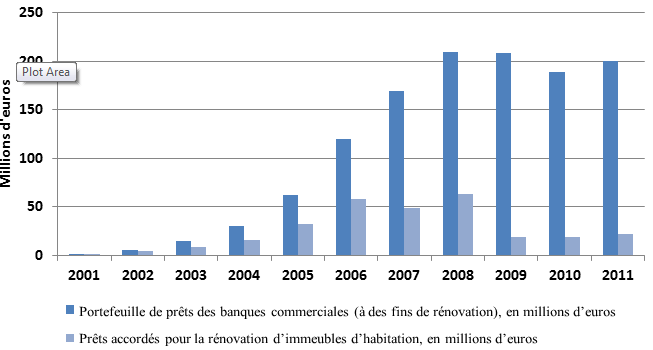
c) Pour une économie plus respectueuse de l’environnement dans la région paneuropéenne : progrès, priorités, modalités et options (ECE/CEP/2014/5)[[6]](#footnote-6).

I. Défis et perspectives

|  |
| --- |
| **Questions à examiner :** *quels sont les défis urgents à relever pour promouvoir une économie plus respectueuse de l’environnement dans votre pays? Quels effets positifs sur, l’emploi, le bien-être humain, la prospérité et le capital naturel, par exemple, seront visibles une fois instaurée une politique favorable à une économie verte? Des compromis ont-ils été pris en compte dans l’élaboration des politiques – par exemple en ce qui concerne l’incidence sur l’emploi, l’équité sociale et l’investissement privé?* |
|  |

1. Le passage à une économie verte est généralement perçu, entre autres choses, comme une voie prometteuse vers le développement durable, mais certains groupes doivent encore être convaincus des bienfaits du processus. Cela pourrait s’expliquer notamment par le fait que, malgré les nombreux avantages procurés par toute évolution, il existe des changements à court et à moyen terme qui peuvent avoir des effets négatifs sur des individus ou des groupes d’individus. Certaines entreprises et industries, en particulier celles qui sont adaptées à une économie non durable ou « brune » peuvent perdre leurs parts de marché si elles ne peuvent pas réagir rapidement aux changements, des licenciements pouvant ainsi se produire. D’autres entreprises peuvent être enclines à modifier leur portefeuille d’activités, ce qui exigerait des compétences différentes de la part de leur personnel. Par conséquent, les propriétaires, gestionnaires et en particulier les employés de ces entreprises craignent que la transition vers une économie verte entraîne une perte d’emploi et de revenu, et influe sur leurs moyens de subsistance. D’autres peuvent redouter que la consommation de certains biens et services devienne plus onéreuse et qu’ils ne puissent plus maintenir ou atteindre le niveau de vie auquel ils pourraient aspirer dans une situation économique classique.
2. Pour passer à une économie verte, il faut donc appliquer des politiques adéquates visant ceux qui pourraient être défavorablement touchés. En connaissant l’ampleur de la transformation (des modèles macroéconomiques permettront par exemple de chiffrer les pertes d’emplois potentielles dans les secteurs en déclin et les créations d’emplois dans les secteurs en expansion) et en se fondant sur des données empiriques, il sera possible de concevoir des politiques efficaces en matière de diversification économique, de mettre en place de nouveaux ensembles de compétences et d’apporter une aide sociale à ceux qui perdraient leur emploi et leur revenu. La transition doit aussi s’accompagner de campagnes d’information sur les bienfaits d’une économie verte pour le bien-être humain, en particulier à long terme, et démythifier l’hypothèse erronée selon laquelle il y aura une hausse générale des prix.
3. Élaborer une politique en la matière n’est pas une tâche insignifiante. Dans un monde de connexions intersectorielles et mondiales complexes, il peut être difficile d’évaluer avec précision l’incidence d’une politique dans différents domaines et dans la durée. Toutefois, des modèles sectoriels permettent d’expérimenter des scénarios afin de chiffrer les effets potentiels. Les citoyens, en particulier ceux de pays reposant sur une économie brune, peuvent redouter la transition. Cette crainte peut être particulièrement forte si des stratégies globales visant les conséquences sur les secteurs économiques ou sur des éléments commerciaux et sociaux, y compris des mécanismes de compensation, ne sont pas disponibles ou largement diffusées.
4. À ce jour, seuls quelques pays de la région ont mis en place des stratégies en matière de développement durable ou d’économie verte qui comportent des ensembles de mesures définissant des objectifs concrets en la matière. Encore moins nombreux sont les pays qui ont institué des organes intersectoriels chargés de superviser et de coordonner l’éventuel passage à une économie verte. En parallèle, il sera difficile de gérer le changement, sans une action gouvernementale ou institutionnelle collective ainsi qu’une coopération et une vision renforcées. Pour que la transition soit possible, il est indispensable de venir à bout de l’inertie institutionnelle et des méthodes de travail en silo dans le domaine de la politique économique, sociale et environnementale.
5. Ce qui pourrait passer pour une inaction de la part des pouvoirs publics s’agissant du processus de transition pourrait s’expliquer par la pression exercée sur eux pour qu’ils prennent des mesures ad hoc afin de lutter à court terme contre la stagnation économique et un chômage important. En même temps, le nombre limité de succès avérés dans la mise en place de stratégies ou d’ensembles de mesures visant à promouvoir une économie verte n’a pas incité les pouvoirs publics à aller au-delà des mesures suggérées par les modèles de croissance économique classiques, quand bien même cela pourrait entraver à long terme les perspectives de développement et de croissance économiques.
6. Pour une bonne transition, il faut aussi mobiliser des fonds aux fins du financement. En période de ralentissement ou de récession économique, les capacités budgétaires publiques sont assez limitées pour ce qui est de libérer des ressources afin de promouvoir la transition, y compris en recourant à des investissements privés. Le secteur privé attend habituellement des signes de reprise économique ou une action des pouvoirs publics pour commencer à investir.
7. Le secteur privé est intéressé par des conditions et cadres d’action stables et prévisibles, qu’il considère comme une base fiable pour investir, notamment dans les nouveaux secteurs verts qui seraient rentables à long terme. Il est possible de créer de telles conditions dès lors que les pouvoirs publics élaborent et mettent en œuvre des stratégies et plans de transition globaux, cohérents et durables, ce qui fait défaut à l’heure actuelle.
8. Le secteur privé peut ne pas investir dans les secteurs verts car il ne dispose pas de capacités suffisantes au niveau de la main-d’œuvre. Les secteurs verts et les emplois qui en découlent exigent des qualifications et connaissances particulières, qui peuvent être inexistantes ou limitées sur le marché actuel du travail. Dans ce contexte, les études de faisabilité menées par les sociétés privées peuvent les dissuader d’investir dans les secteurs verts.
9. Malgré ces difficultés courantes, des exemples montrent les effets positifs de la mise en œuvre de politiques de promotion d’une économie verte, en particulier au niveau sectoriel. Nombre de ces succès ont été possibles grâce à des ensembles de mesures qui ont stimulé l’investissement privé. On trouvera dans les sections suivantes d’autres informations sur les ensembles de mesures et leurs éléments qui ont des effets bénéfiques.
10. Un exemple notoire de mesures efficaces en matière d’économie verte est celui de la rénovation du parc immobilier (notamment dans de nombreuses villes de l’Union européenne (UE), mais pas seulement là). Une action adéquate des pouvoirs publics a incité les propriétaires (voir par exemple la figure 1) à investir à grande échelle dans l’amélioration de la performance énergétique des bâtiments – tant des maisons individuelles que des immeubles d’habitation – en améliorant l’isolation des murs, en installant de meilleures fenêtres ou en améliorant les systèmes de chauffage. Cette mesure a eu des répercussions favorables telles que la création d’emplois dans le secteur de la construction (c’est-à-dire dans les travaux de construction, ainsi que la production et la distribution de matériaux de construction). Elle a aussi contribué à réduire les pertes énergétiques des bâtiments, ce qui, à son tour, a contribué à diminuer les factures de chauffage des ménages. En outre, elle a contribué à réduire les émissions de polluants atmosphériques traditionnels et de gaz à effet de serre provenant du chauffage collectif ou individuel, ce qui a contribué à améliorer la qualité de l’air ambiant et à atténuer les changements climatiques. Ceux qui pourraient subir des pertes en raison d’une telle politique sont notamment les distributeurs d’énergie et de combustibles de chauffage – un groupe assez restreint.

Figure 1   
Prêts accordés par des banques commerciales et cautionnés par KredEx   
pour d’importants travaux de réfection et des travaux de modernisation   
destinés à améliorer l’efficacité énergétique d’immeubles d’habitation   
en Estonie[[7]](#footnote-7)



Portefeuille de prêts des banques commerciales (à des fins de rénovation), en millions d’euros

Prêts accordés pour la rénovation d’immeubles d’habitation, en millions d’euros

*Source* : www.kredex.ee Estonia.

1. Comme autre bon exemple, citons les ensembles de mesures visant à promouvoir l’agriculture biologique (par exemple en République de Moldova, en Suisse, en Ukraine et dans l’Union européenne). Ces mesures incitent les agriculteurs à opter pour l’agriculture biologique (par exemple en adoptant la rotation des cultures et en recourant à des engrais organiques et à la lutte antiparasitaire biologique) et à éliminer les apports synthétiques (par exemple engrais et pesticides). Dans l’UE, par exemple, 500 000 hectares de terres environ sont convertis chaque année à l’agriculture biologique et 20 000 hectares environ le sont en Ukraine. Les effets favorables des mesures susmentionnées vont de l’exploitation de nouveaux créneaux agroalimentaires et d’une augmentation des exportations et d’une hausse des revenus agricoles (en raison de prix plus élevés) à la régénération des campagnes et au rétablissement des fonctions des écosystèmes. Ceux qui pourraient être touchés par un tel processus sont entre autres les producteurs d’engrais et de pesticides synthétiques, qui pourraient avoir besoin d’une aide pour réorienter leurs activités.
2. On observe aussi des effets positifs lorsque sont appliqués des ensembles de mesures destinés à inciter le secteur forestier à fournir des produits tels que bois d’œuvre, biomasse et produits et services forestiers non ligneux – par exemple, la protection des terres et des habitations contre des catastrophes naturelles telles que les inondations – à des marchés économiques fondés sur une combinaison efficace d’objectifs économiques et environnementaux de la gestion forestière (par exemple, en Pologne, en Espagne et dans les pays alpins). Une incidence favorable est également, pour la population rurale, de nombreuses créations d’emplois dans le secteur forestier. En parallèle, la mise en place du paiement de services forestiers, tels que la fourniture d’eau potable purifiée de manière naturelle et durable par les peuplements forestiers, pourrait se heurter à l’opposition des producteurs d’eau minérale qui à l’heure actuelle bénéficient gratuitement de ce service.
3. La mise en œuvre d’un ensemble de mesures pour promouvoir les transports publics urbains et suburbains conjointement avec la marche et le cyclisme offre aussi des avantages. Ces mesures fournissent des emplois, et l’usage décroissant des véhicules privés qui en découle dans le transport urbain aide à améliorer la qualité de l’air ambiant et la sécurité routière. Elles peuvent aussi assurer l’accès à la mobilité à ceux qui ne possèdent pas de voiture ou qui ne conduisent pas, et aider à limiter les pertes économiques provenant des embouteillages et des dépenses de santé liées aux accidents de la circulation et aux maladies causées par la pollution atmosphérique émanant des voitures. En outre, ces mesures ont une incidence positive sur la santé en encourageant l’activité physique. Toutefois, il est assez difficile d’appliquer ce type de mesures. Pour attirer des passagers, les transports publics urbains doivent offrir un service de qualité (voir la figure 2), qui, à son tour, nécessite une infrastructure fiable et solide, ainsi qu’un matériel roulant confortable. Cela n’est possible qu’avec les investissements urbains nécessaires (de nombreuses villes de la région panaméricaine ont investi dans l’amélioration des infrastructures et du matériel roulant nécessaires aux transports publics). Les constructeurs automobiles et leurs fournisseurs pourraient subir des pertes en cas de baisse des ventes de voitures neuves[[8]](#footnote-8).
4. Un ensemble de mesures encourageant la récupération et le recyclage des déchets est un autre moyen d’obtenir des résultats positifs des approches appliquées en matière d’économie verte. Le secteur de la récupération et du recyclage des déchets peut être source de revenu économique et d’emplois. Ainsi, selon l’AEE, entre 2000 et 2008, le nombre d’emplois dans les secteurs de la gestion des déchets et du recyclage des matériaux a enregistré une augmentation annuelle de 7,14 et de 10,57 % respectivement dans les pays de l’UE. Les emplois sont mieux rémunérés dans le secteur du recyclage que dans celui de la mise en décharge ou de l’incinération des déchets. En parallèle, les matériaux récupérés ou recyclés pourraient réintégrer les processus de production, ce qui apporterait d’importants avantages économiques et environnementaux. Le secteur minier pourrait cependant subir des pertes si une baisse des revenus accompagnait la diminution de la demande de minéraux issus de l’extraction[[9]](#footnote-9).
5. Comme le montrent les exemples cités, une économie verte peut procurer rapidement des avantages économiques, sociaux et environnementaux, pas seulement à moyen et à long terme. Il en est également ainsi pour un facteur aussi important que l’emploi pour les populations urbaines et rurales. Il est donc prouvé qu’il est intéressant d’investir dans une économie verte et de profiter pleinement des possibilités et avantages qu’elle procure : établissement d’une économie où la productivité des ressources est élevée, amélioration de la qualité de vie de la population et recensement de nouvelles sources de développement économique.

Figure 2   
Qualité des transports publics urbains par rapport à la demande dans certaines capitales de la CEE

100 %

80 %

60 %

40 %

*Source*: CEE, figure fondée sur des données recueillies en 2011.

1. Une économie verte améliore l’efficacité des facteurs de production – en particulier l’énergie, les ressources et les matériaux – dans divers secteurs. Une production plus efficace, à savoir que les mêmes produits requièrent moins d’unités d’intrants, accroîtrait la productivité. On pourrait obtenir ces gains de productivité en investissant dans des solutions sectorielles et, chose plus importante, en tirant parti des synergies intersectorielles.
2. Une économie verte maintient également la base d’actifs naturels aux fins du développement économique. Elle dynamise la recherche et l’utilisation de succédanés aux ressources et services rendus par les écosystèmes qui se raréfient ou se dégradent de plus en plus. Avec des investissements adéquats dans la recherche, le développement et l’innovation, une telle économie diversifierait les activités économiques et renforcerait la résilience économique en réponse à l’incertitude croissante autour des futurs moteurs du développement. En même temps, des écosystèmes sains contribuent à améliorer la qualité de vie tandis qu’une réduction des stress environnementaux atténuent les risques pour la santé humaine.
3. Enfin, une économie verte permet de tirer profit des solutions commercialisées pour offrir de nouvelles perspectives de développement ou de croissance économique et de création d’emplois. Cela peut s’appliquer aux technologies et à l’innovation, mais il peut aussi s’agir de profiter de nouvelles possibilités dans le domaine de la commercialisation des biens et services environnementaux, à l’aide de produits financiers et de marchés verts, et d’offrir des compétences et des formations vertes.

II. Meilleures voies vers la durabilité

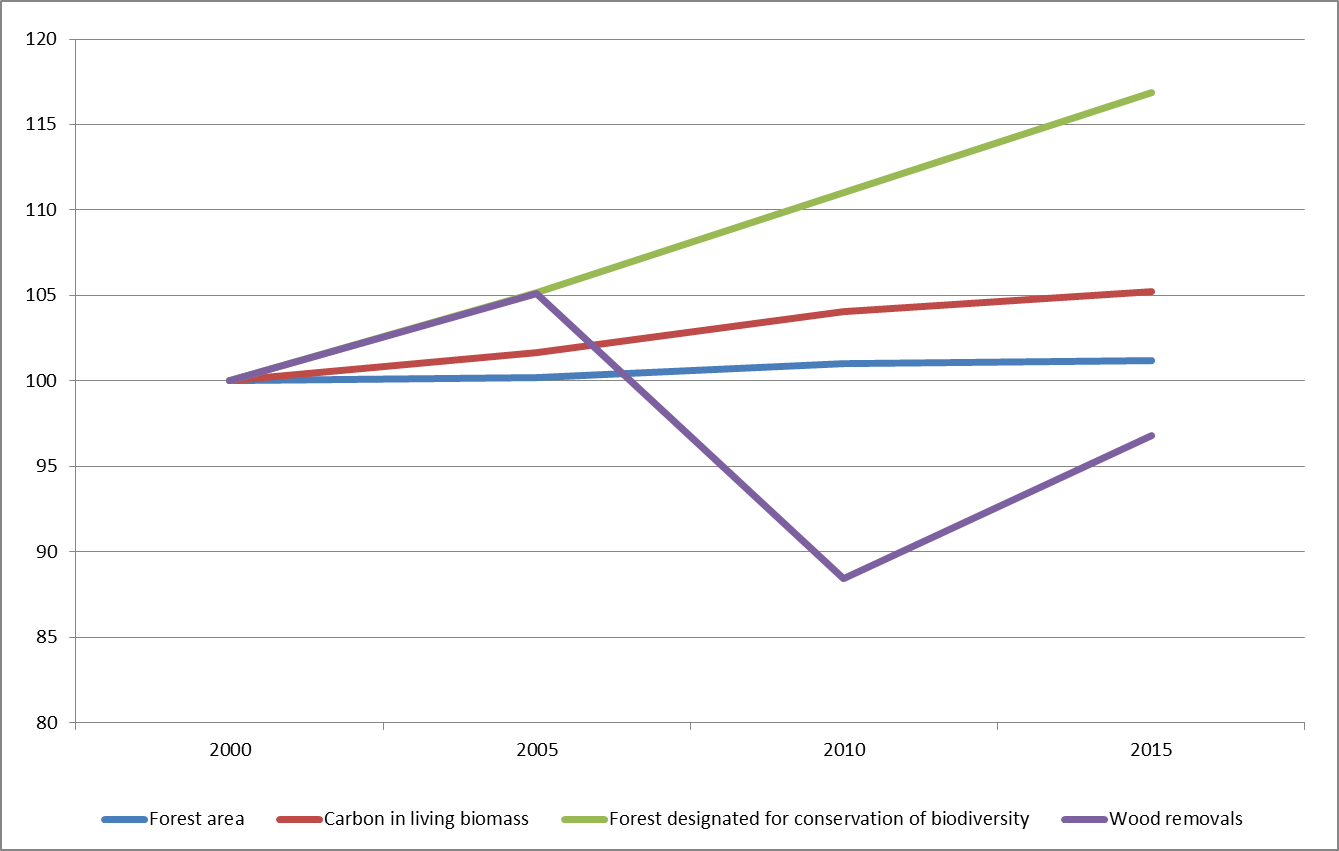
|  |
| --- |
| **Questions à examiner :** *quelles approches se sont révélées les plus utiles pour promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles et réduire les pressions qui pèsent sur elles (par exemple, économie circulaire, innovations et initiatives vertes dans les domaines de l’énergie, de la construction, des infrastructures de transport, de l’eau, des réformes budgétaires, de la normalisation* *et de l’étiquetage)? Quelles initiatives sont efficaces ou devraient être lancées dans votre pays pour surmonter les difficultés et les obstacles importants, notamment en ce qui concerne les modes de consommation et de production durables?* |
|  |

1. Il est largement admis que les ressources naturelles sont limitées et que les écosystèmes et les services connexes subissent une dégradation, ce qui exige de nouvelles démarches pour répondre aux besoins d’une population croissante et favoriser la prospérité dans la région d’une manière durable.
2. À ce jour, un certain nombre d’approches, de programmes et d’initiatives ont été élaborés dans la région de la CEE et à l’échelle mondiale, y compris le cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables mis en œuvre par le PNUE, afin de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles et ainsi atténuer le fardeau qui pèse sur les écosystèmes, les services qu’ils offrent et les ressources naturelles aux fins du développement économique et social. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d’un soutien apporté par des instruments budgétaires, réglementaires et fondés sur l’information tels que ceux décrits au chapitre suivant, le but étant de stimuler et d’encourager les changements comportementaux nécessaires à des modes de consommation et de production plus conscients et durables.
3. On constate un découplage relatif entre le développement économique et la dégradation environnementale dans la région [à savoir que les effets sur les ressources se sont atténués par rapport au produit intérieur brut (PIB)], ce qui réduit les risques pour la santé et l’environnement. Toutefois, il est encore indispensable de renforcer et de poursuivre les efforts pour parvenir à une situation de découplage absolu, dans laquelle l’efficacité des ressources progresse au moins aussi rapidement que la production économique et les effets sur les ressources diminuent en valeur absolue.
4. D’autres moyens de limiter les pressions subies par les ressources naturelles non renouvelables sont l’application de méthodes de gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes, la réduction des effets des secteurs économiques sur l’environnement, l’analyse des interactions, l’urbanisme, et l’économie circulaire. Il est possible de modifier à long terme les comportements sociétaux par l’éducation au développement durable. Sont également importants à cette fin l’application de programmes de dépenses publiques en faveur de la science et de la recherche, l’accès à de bonnes pratiques et connaissances en matière de réduction des pressions environnementales et l’existence de cadres de suivi aptes à évaluer les succès et échecs des mesures visant à assurer la durabilité.
5. Pour une bonne mise en place des méthodes et programmes susmentionnés, il est primordial d’assurer un engagement significatif de la société civile et du secteur privé, en permettant leur accès à l’information et leur participation à la prise de décision.

Gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes

1. Il est possible, grâce à une gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes selon un ensemble de principes définis, de gérer l’utilisation des ressources ou des écosystèmes de manière à parvenir au panachage le plus efficace d’objectifs environnementaux, économiques et sociaux tout en sécurisant leurs fonctions à long terme. La démarche la plus connue et la plus répandue est la gestion durable de l’eau et des forêts.
2. La gestion durable de l’eau contribue à concilier l’offre et la demande, et à répartir l’eau là où elle crée le plus d’avantages, tout en faisant en sorte que les ressources en eau ne s’épuisent pas ou que leur qualité ne se dégrade pas. Les liens entre l’eau et les autres secteurs d’utilisation ont été établis et différents scénarios de répartition sont examinés. Selon une bonne pratique internationale consacrée dans un accord international[[10]](#footnote-10), une gestion durable de l’eau doit être appliquée au niveau des bassins, que ce soit ou non dans un contexte transfrontière.
3. La gestion durable des forêts aide à équilibrer la demande de produits et de services forestiers et la nécessité de préserver et de renforcer les écosystèmes forestiers, de sorte que les forêts puissent en permanence assurer leurs fonctions à l’avenir, tout en assurant une viabilité économique durable et la compétitivité de la foresterie et des secteurs connexes (voir la figure 3).
4. Ces cadres de gestion doivent s’appuyer sur divers instruments aptes à les mettre en œuvre et à changer les comportements. Une bonne base réglementaire est indispensable. De même, l’application d’instruments économiques joue un rôle important, par exemple pour l’eau en fixant son prix à des niveaux appropriés différents selon l’utilisation, ou encore pour les forêts en mettant place un paiement des services rendus par les écosystèmes.

Figure 3  
Tendances de certaines caractéristiques de la gestion des forêts par rapport   
à la situation en 2000 (%)



Forêts destinées à la préservation   
de la biodiversité

Superficie   
forestière

Carbone présent dans   
la biomasse vivante

Extraction de bois

*Source* : *Forests in the ECE Region : Trends and Challenges in Achieving the Global Objectives on Forests*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.15.II.E.6. Accessible à l’adresse : www.unece.org/  
forests/forests-in-the-ece-region-2015.

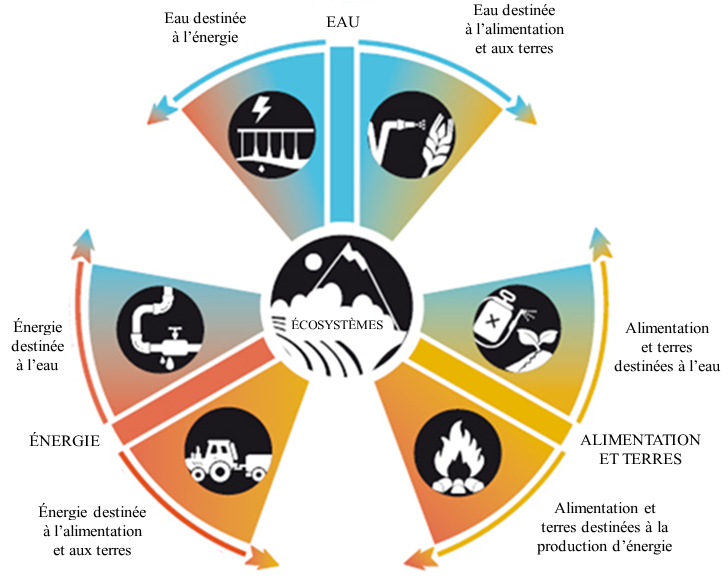
Approches sectorielles durables

1. La durabilité environnementale devrait être au cœur du développement de chaque secteur économique. Autrement dit, il s’agit d’améliorer la qualité de vie de la population et d’assurer le progrès et la sécurité économiques tout en réduisant l’empreinte écologique du secteur concerné.
2. Dans le secteur de l’énergie, le développement de la production d’énergie à partir de sources renouvelables, l’expansion de production décentralisée, la création d’un réseau de petits systèmes énergétiques et la mise en œuvre de solutions hors réseau fondées sur des sources renouvelables et le stockage de l’énergie ou des réseaux intelligents sont tous des signes d’une révolution énergétique qui aide à mettre en place un système énergétique durable (voir la figure x)[[11]](#footnote-11). L’adoption d’une production d’énergie à partir de sources renouvelables contribue à réduire l’utilisation des ressources minérales et, partant, les pressions exercées sur elles. Toutes les mesures visant à renforcer l’efficacité énergétique entre la source et le stade de l’utilisation – pendant la production, la transmission et la distribution – permettent d’économiser des ressources qui devraient normalement être utilisées pour compenser les pertes d’énergie.
3. Dans le secteur agricole, il est possible, en remplaçant des pratiques intensives et non durables par des techniques traditionnelles, extensives et durables, de réduire la consommation de produits chimiques, d’eau et d’énergie, d’éviter la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que de préserver des nutriments importants du sol. Il s’avère qu’une modification peu ou non coûteuse des techniques agricoles peut réduire les pressions subies par les écosystèmes, avec l’avantage additionnel que constitue la préservation des terres agricoles de grande valeur et de la biodiversité agricole pour les générations futures.
4. Dans le secteur de la construction et le secteur manufacturier, si l’on applique des approches écologiquement durables, les processus de fabrication ou de construction, les produits manufacturés et les bâtiments construits deviennent plus respectueux de l’environnement. Ces dernières années, la productivité au niveau des matériaux et de l’énergie s’est améliorée pour des biens tels que maisons, voitures et divers appareils, ce qui a contribué à réduire les pressions pesant sur l’environnement.
5. Dans le secteur des transports, l’encouragement des solutions de transport intermodal – qui permettent les transferts entre différents lieux en associant de manière optimale divers modes de transport qui sont les plus économes en énergie et les moins polluants pour les différents éléments de ces transferts – peut aider à réduire l’utilisation d’énergie et ainsi les émissions polluantes, et en fin de compte réduire les pressions exercées sur les ressources et les écosystèmes tout en améliorant le bien-être humain sous la forme de bienfaits pour la santé.
6. On pourrait encore améliorer les résultats obtenus grâce à des approches sectorielles durables. Pour le secteur de l’énergie, en mieux intégrant les marchés nationaux selon des règles de fonctionnement communes, il serait possible d’obtenir une pénétration plus rentable des technologies à plus faible intensité d’émission de carbone et d’améliorer la résilience du système énergétique. De même, pour le secteur des transports, on pourrait en intégrant les marchés des transports nationaux selon des règles de fonctionnement communes promouvoir des modes de transport plus efficaces – par exemple le mode ferroviaire dans le transport international. Cela permettrait d’investir dans les infrastructures requises. En général, des règles de fonctionnement claires et communes, également au niveau national, pourraient attirer les investissements privés tant dans le secteur de l’énergie que dans celui des transports.
7. Dans le secteur de la construction et le secteur manufacturier, il faudra déployer des efforts supplémentaires pour les rendre plus respectueux de l’environnement, étant donné que les gains d’efficacité ont été contrebalancés par l’augmentation de la demande. Il est nécessaire d’écologiser les chaînes d’approvisionnement mondiales dans les secteurs susmentionnés, et de trouver et d’appliquer des solutions novatrices qui permettront d’obtenir un découplage absolu.

Approche des interactions

1. L’intégration entre les divers secteurs et échelons de gestion et de gouvernance occupe une place centrale dans l’approche des interactions, le but étant d’établir des synergies et de réduire au minimum les compromis. Cette approche met l’accent sur les liens et interdépendances entre des ressources telles que l’eau, l’énergie, les terres (aux fins de la production agricole en particulier) et les services rendus par les écosystèmes, ainsi que sur les flux entre les échelles spatiales et entre les compartiments. Au lieu de se contenter de gérer les éléments isolément, on évalue le fonctionnement, la productivité et la gestion d’un système et d’un cadre sectoriels interdépendants complexes afin de recenser les meilleures solutions qui concilient les besoins des divers secteurs.
2. L’approche des interactions va donc au-delà de la gestion d’un système ou d’un cadre et passe en revue des liens qui ne sont pas apparents – par exemple, l’incidence d’une politique énergétique ou sectorielle sur l’état ou l’utilisation des ressources en eau, qui ne serait pas visée uniquement par la gestion durable de l’eau.
3. Un exemple en est les interactions qui existent entre l’eau, l’alimentation, l’énergie et les écosystèmes (voir la figure 5). Ces interactions peuvent être particulièrement épineuses ou sources de frictions, voire de conflits, dans les bassins transfrontières et méritent donc d’être évaluées au niveau des dépendances des pays riverains, mais aussi de faits tels que les politiques nationales et les engagements régionaux, l’objectif étant de comprendre les problèmes les plus urgents à résoudre pour les bassins dans les secteurs de l’eau, de l’énergie et de l’alimentation, ainsi que pour les écosystèmes. Ces problèmes urgents peuvent ensuite être hiérarchisés, en principe avec la participation des administrations et d’autres organisations concernées, et il est possible de proposer un ensemble de mesures susceptibles de remédier aux problèmes pour informer divers acteurs. Une méthode progressive visant assurer une évaluation participative des interactions entre l’eau, l’alimentation, l’énergie et les écosystèmes dans les bassins transfrontières a été élaborée dans le cadre de la Convention de la CEE sur la protection et l’utilisation des cours d’eau transfrontières et des lacs internationaux, et peut être appliquée à une échelle plus large[[12]](#footnote-12).

Figure 4   
Éléments des interactions



*Source* : CEE.

ÉCOSYSTÈMES

1. L’analyse des interactions est aussi une entreprise difficile du fait qu’il existe fréquemment des lacunes dans les données et les informations nécessaires à l’analyse ou que l’accès à ces données et à cette analyse est limité. Pour que l’analyse, mais aussi la gestion, soient efficaces, il est utile d’instaurer un dialogue et une communication de qualité au niveau intersectoriel, mais aussi de bien comprendre les besoins et risques liés à d’autres secteurs. Les cadres de coopération tels que les accords et arrangements multisectoriels facilitent l’application d’une approche intersectorielle (ou liée aux interactions). Ces applications pratiques peuvent aussi être renforcées par des règlements qui imposent l’évaluation de l’incidence des plans et politiques, par exemple une évaluation stratégique environnementale.

Urbanisme

1. Les pressions exercées sur les ressources pourraient être limitées si les infrastructures urbaines, dont dépendent les systèmes de production et de consommation, étaient configurées comme il se doit de manière à permettre de déployer, d’utiliser et de réutiliser efficacement les ressources. De nos jours cependant, les infrastructures urbaines de nombreuses villes ne sont pas appropriées (villes en développement) ou configurées de façon inadéquate (villes développées) dans l’optique d’une utilisation durable des ressources. Souvent les causes ont été un développement urbain rapide dans nombre de pays, en particulier les pays en développement, ainsi qu’un étalement urbain anarchique, accompagné d’une expansion non planifiée des villes et de leurs infrastructures.
2. De nos jours, une croissance urbaine compacte et structurée fondée sur une planification intégrée et stratégique devrait être au centre du développement urbain. Cette planification devrait promouvoir entre autres un développement compact, une utilisation mixte des terres et une augmentation des espaces verts ou publics.
3. Un bon système de réglementation et de gouvernance adapté au contexte local est essentiel pour un urbanisme efficace et facilite une bonne utilisation des ressources. Il faudrait renforcer la coopération et le partenariat entre les municipalités et l’administration centrale en matière d’urbanisme et de gestion. De même, les urbanistes et les décideurs locaux doivent être dotés des connaissances adéquates pour assurer un urbanisme efficace. Là encore, il peut être très utile de disposer de règlements imposant une évaluation des incidences des plans et politiques, par exemple une évaluation stratégique environnementale.

Économie circulaire

1. Au centre de l’approche de l’économie circulaire, qui vise toutes les étapes du flux de matériaux, se trouve l’amélioration de la conception des produits, qui doit être telle que les matériaux utilisés pour des produits puissent être réutilisés tout en nécessitant une énergie minime pour le retraitement. Cette méthode permet aussi de réduire les déchets car elle encourage la réutilisation, la réparation, la remise à neuf et le recyclage des matériaux et produits existants.
2. Dans le secteur automobile, les véhicules sont conçus de telle façon qu’actuellement 75 % des matériaux utilisés dans leur production peuvent être recyclés. Les véhicules en fin de vie sont désossés, et les métaux et polymères récupérés. Ainsi, non seulement on peut récupérer les métaux pour de nouveaux produits, mais on économise de l’énergie. Selon le Steel Recycling Institute, en recyclant l’acier, l’industrie automobile des États-Unis, à elle seule, économise chaque année suffisamment d’énergie pour alimenter environ 18 millions de foyers pendant une année.
3. Le potentiel offert par l’approche de l’économie circulaire n’est cependant pas exploité. Dans nombre de pays, la récupération des minéraux des produits est assez faible (voir la figure xx)[[13]](#footnote-13). La récupération des métaux rares, malgré leur valeur économique et environnementale élevée, est insignifiante.
4. Pour qu’elle atteigne ses objectifs, l’approche de l’économie circulaire doit être mieux appuyée par divers instruments juridiques et moyens d’action pour encourager les investissements dans la conception modulaire des produits, ainsi que la récupération et le retraitement des matériaux. Parmi ces instruments figurent la définition d’objectifs appropriés pour la réduction des flux de déchets et du volume de déchets à mettre en décharge, des lois adéquates réglementant les activités de recyclage, des lois définissant une responsabilité étendue des producteurs en ce qui concerne les déchets provenant de leurs produits et des instruments de fixation des prix, le but étant de minimiser l’élimination des déchets et de renforcer la compétitivité des produits de conception écologique.

Éducation au développement durable

1. Les actions visant à assurer la durabilité doivent viser non seulement la production mais aussi la consommation. Il est donc primordial d’éduquer chaque individu à acquérir non seulement les connaissances et compétences liées au développement durable, mais aussi, en tant que consommateur de biens et de services, le comportement et les valeurs nécessaires pour façonner un avenir durable.
2. L’éducation au développement durable a pour but d’intégrer les questions de développement durable, y compris des habitudes de consommation durables, dans l’enseignement et l’apprentissage. Elle encourage aussi des compétences ci-après : avoir une pensée critique; imaginer les scénarios futurs; et prendre les décisions adéquates de manière collaborative.
3. L’éducation au développement durable a été incorporée dans le programme d’enseignement de nombreux pays, mais son succès dépend de la capacité même des enseignants à intégrer le concept dans les matières qu’ils enseignent. À cet effet, il faut qu’ils soient formés et disposent d’un matériel pédagogique d’appui, souvent insuffisant ou inexistant.

Programmes de dépenses publiques en faveur de la science et de la recherche

1. Afin de promouvoir le bien-être humain tout en évitant de créer de la pollution ou des déchets, on pourrait réduire les pressions exercées sur les ressources en leur trouvant des succédanés ou en cherchant des technologies qui fourniraient des biens et services reposant sur des ressources abondantes.
2. La recherche d’une solution aux problèmes de ressources existants ferait un bond extraordinaire en avant si l’on menait des mégaprojets de recherche tels que le projet de réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), qui tente de prouver la viabilité de la fusion en tant que source d’énergie. Ces projets dépendent d’un financement public étant donné qu’ils sont coûteux et longs sans qu’il y ait des garanties de réussite. Souvent, comme dans le cas du projet ITER, les coûts sont si élevés qu’il est nécessaire que plusieurs pays unissent leurs forces.
3. Malgré une grande incertitude et des risques potentiels, ces types de grands projets révolutionnaires devraient être financés par des fonds publics destinés à la science et à la recherche, les pays devant s’unir pour assumer les coûts.

Accès à de bonnes pratiques et à des connaissances vertes et existence   
de cadres de suivi

1. La possibilité pour les décideurs et les professionnels d’accéder à des connaissances pointues et à des bonnes pratiques, ainsi qu’une bonne compréhension des progrès accomplis, sont essentielles pour poursuivre la transition vers une économie verte et ainsi réduire les pressions pesant sur les ressources naturelles et les écosystèmes.
2. Depuis 2012, la Plate-forme de connaissances pour une croissance verte[[14]](#footnote-14) diffuse et partage des connaissances et des bonnes pratiques. Les activités de recherche et les réponses données en 2015 portaient principalement sur les sujets prioritaires suivants : instruments budgétaires; paramètres de mesure et indicateurs; technologies et innovation; commerce et compétitivité. Il est important, pour que les pays puissent tirer parti de la plate-forme susmentionnée, qu’ils appliquent activement les connaissances acquises et fassent part de leurs observations à cet égard.
3. Le suivi des progrès dans la transition vers une économie verte pourrait se faire selon un ensemble d’indicateurs et d’objectifs qui représentent les résultats que la transition devrait donner. Il pourrait donc être lié aux indicateurs et cibles des objectifs de développement durable. Le système de partage d’informations sur l’environnement, qui donne accès à une base de connaissances commune contenant des données et informations pour l’ensemble de la région pourrait servir à produire les indicateurs. Pour ce faire, les pays devront développer leur système national de partage d’informations sur l’environnement, ainsi qu’il a été convenu pour la région paneuropéenne.

III. Incitations en faveur d’une économie verte

|  |
| --- |
| **Questions à examiner :** *quelles incitations concernant les marchés publics durables, la fiscalité écologique et la suppression des subventions dommageables pour l’environnement, y compris celles visant les combustibles fossiles, ont été instaurées et que peut-on faire d’autre? Que faîtes-vous pour encourager les investissements verts, y compris l’investissement privé et l’investissement étranger direct ainsi que le transfert de technologie dans divers secteurs?* |
|  |

1. Dans la région, une attention croissante est portée aux approches et instruments qui peuvent inciter les secteurs public et privé à innover et à investir dans l’écologisation des processus de production et à offrir des produits et des services verts, parmi lesquels des marchés publics durables, des instruments axés sur le marché et des mesures réglementaires, mais aussi des outils fondés sur l’information, tels que normes et systèmes d’étiquetage facultatifs. Les mesures générales et budgétaires visant à aider les entreprises innovantes (jeunes entreprises) sont aussi de puissants moteurs des investissements privés dans les technologies vertes et peuvent faciliter le flux de connaissances et le transfert de technologie entre le milieu des universités et de la recherche et le secteur des entreprises, ainsi qu’entre les pays.

Marchés publics durables

1. Lorsque les autorités publiques effectuent des achats respectueux de l’environnement et responsables du point de vue social – marchés publics durables – elles offrent un moyen puissant d’influer sur les entreprises privées et les incitent à organiser et à axer le processus de production d’une façon qui contribue à la réalisation d’objectifs environnementaux et sociaux. Cela tient au fait que les autorités publiques sont des consommateurs importants dans un certain nombre de secteurs (transports publics, construction, éducation et santé). Les autorités publiques des États membres de l’UE dépensent par exemple environ 2 000 milliards d’euros chaque année, soit 19 % du PIB de l’UE. En outre, en Europe orientale, dans des pays tels que la République de Moldova, ces dépenses peuvent atteindre 27 % du PIB.
2. Dans l’UE, il existe un cadre directif et juridique incitatif doté de critères détaillés en matière de marchés publics durables et dont un objectif quantitatif indicatif est de faire en sorte que, en 2010, 50 % de toutes les procédures de passation des marchés soient « vertes », c’est-à-dire conformes aux principaux critères communs approuvés par l’UE en matière de marchés publics respectueux de l’environnement pour 21 catégories de produits et de services prioritaires (par exemple papier, produits et services de nettoyage, textiles, construction, alimentation et restauration et électricité). Des plans d’action nationaux visant des marchés publics respectueux de l’environnement ont été adoptés par la majorité des pays de l’UE. Des progrès ont aussi été constatés au Bélarus, en République de Moldova et en Ukraine, où des plans d’action ont été élaborés et des produits prioritaires recensés.

|  |
| --- |
| Encadré 1  **Bienfaits des marchés publics durables** |
| On trouvera ci-après quelques exemples des bienfaits concrets que pourraient apporter les autorités publiques dans le cadre de marchés publics durables : |
| • 3 millions de tonnes de CO2 seraient économisés rien qu’aux Pays-Bas si toutes les autorités publiques néerlandaises appliquaient les critères nationaux fixés en matière de marchés publics durables. La consommation d’énergie du secteur public diminuerait de 10 %; |
| • Si tous les achats de technologies de l’information effectués en Europe suivaient l’exemple du Conseil municipal de Copenhague et de l’Agence de développement administratif suédois, la consommation d’énergie serait réduite d’environ 30 térawatts-heure – approximativement l’équivalent de la quantité d’énergie produit par quatre réacteurs nucléaires; |
| • Selon une analyse coûts-avantages chiffrant les effets monétaires éventuels, 40,7 millions de livres sterling (47,2 millions d’euros) seraient économisés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord si les normes d’achat public proposées, y compris les normes respectueuses de l’environnement, étaient appliquées par tous les services et organismes administratifs centraux. |
|  |

1. Cela étant, pour exploiter toutes les potentialités offertes par ce moyen d’action, il faut qu’un certain nombre de conditions soient remplies, notamment : existence d’une volonté politique suffisante; changement de comportement dans les services d’achat (les produits écologiques sont souvent perçus comme étant plus onéreux); disponibilité d’un savoir-faire juridique; existence d’outils et de critères concrets concernant les produits et services; possibilité d’accéder à des renseignements sur les produits et services; et coopération entre les autorités compétentes.

Instruments axés sur le marché

1. On peut aussi inciter les entreprises privées à se pencher davantage sur des produits et services écologiquement plus sains et à promouvoir des investissements dans les technologies vertes en attribuant un prix à la pollution ou à la surexploitation des ressources naturelles rares : pour ce faire, il faut recourir à des mécanismes tels que, par exemple, taxes environnementales, redevances sur la pollution et versement d’indemnisations en cas de dommages causés à l’environnement, ou appliquer des instruments similaires. Les mécanismes d’attribution de prix ont généralement une incidence sur le coût engagé pour atteindre un objectif donné et incitent les entreprises à accroître les gains d’efficacité dans les processus de production, à innover en matière de produits et à procéder à des transferts de technologies. Ils peuvent aussi engendrer des recettes qui contribueront à financer l’éducation, les soins de santé, le développement des infrastructures et la réduction de la pauvreté.
2. Dans la région, la plupart des mesures récentes visent l’imposition de taxes environnementales en cas de pollution (Géorgie, Grèce, Roumanie) et il existe également des exemples de taxes sur les ressources naturelles (Lituanie). Certains pays (Pays-Bas, Norvège, Suède) ont non seulement institué des taxes et des redevances, mais les indexent aussi chaque année, pour qu’elles restent constantes en valeur réelle et conservent le même effet sur le secteur privé. Il existe aussi des exemples de redevances telles que celle sur les changements climatiques causés par l’utilisation de l’énergie instaurée par le Royaume-Uni, où les entreprises de certains secteurs et/ou celles qui recourent à certains types d’énergie bénéficient d’une réduction. Pour autant, les recherches semblent montrer que les entreprises taxées à taux plein étaient de fait plus innovantes que celles qui bénéficiaient d’une réduction, comme en témoigne le nombre plus élevé de brevets enregistrés[[15]](#footnote-15). [Le message est le suivant : les entreprises exonérées en partie ou en totalité de la taxe avaient déposé moins de demandes de brevets que les autres entreprises; autrement dit, elles étaient « moins innovantes ».]
3. Le système européen ou suisse d’échange de droits d’émission, qui s’appuie sur le principe du « plafonnement et de l’échange », le plafonnement étant réduit dans le temps, est un autre exemple de système visant à réduire les émissions. L’idée d’un échange a été introduite pour faire en sorte qu’il soit possible de réduire les émissions là où c’est le moins coûteux de le faire. Le Kazakhstan a également instauré un tel système.
4. Il peut aussi être utile de recourir à des subventions limitées dans le temps pour modifier les signaux donnés par les prix. Il peut s’agir d’un moyen d’action efficace lorsque les instruments de fixation de prix sont trop difficiles ou coûteux à mettre en application. En général, les subventions réduisent le coût initial des investissements en offrant aux entreprises des dons, des crédits d’impôt ou des prêts à faible intérêt. Comme exemples, on pourrait citer les subventions destinées à promouvoir des technologies non polluantes (Italie), une agriculture plus écologique ou des tarifs de distribution concernant l’énergie renouvelable (Suisse), parfois sous la forme de réductions d’impôt (Grèce, pour l’efficacité énergétique). Cela étant, les subventions entraînent souvent des coûts plus élevés et des complications en matière de ciblage et lorsqu’il s’agit de trouver ou de réorienter des fonds publics, déjà limités. Elles exigent des pouvoirs publics des capacités administratives et des volumes d’informations considérables. Elles peuvent aussi avoir des conséquences de large portée et non voulues, mais qui ne sont pas toujours faciles à déceler ou à voir pour le public.
5. En même temps, il faudrait supprimer les subventions existantes qui sont contraires aux objectifs des politiques de croissance verte. Il est avéré que ces subventions peuvent grever lourdement les budgets de l’État ou des autorités locales tout en étant difficiles à éliminer progressivement. Ainsi, celles qui visent les combustibles fossiles favorisent la pollution et limitent la capacité des pouvoirs publics à entreprendre des programmes visant à stimuler durablement la croissance, par exemple, en améliorant la santé et l’éducation. Il peut être essentiel de réformer et à terme de supprimer les subventions dommageables pour l’environnement afin de passer à une économie plus respectueuse de l’environnement et plus efficace. La réforme des subventions engendrerait des économies budgétaires qui pourraient permettre de promouvoir l’économie verte, mais cela dépendra du contexte local.
6. Bien que leur application se généralise, y compris dans les pays d’Europe orientale, du Caucase et d’Asie centrale (encadré 2), les instruments axés sur le marché servent souvent à résoudre certains problèmes dans un secteur précis, au lieu d’être utilisés d’une manière concertée dans l’ensemble de l’économie.
7. De plus, la question de la compétitivité est essentielle à l’application de tels instruments. Sans une approche coordonnée au niveau régional (et mondial), l’incidence sur les entreprises privées peut être différente de ce qui est attendu. Par exemple, les entreprises peuvent décider, dans le cadre de leur stratégie de réduction des coûts, de se relocaliser dans des pays qui n’appliquent pas de fiscalité écologique.
8. En outre, certains des instruments axés sur le marché ne produisent pas encore les avantages escomptés. Par exemple, le système européen d’échange de droits d’émission se heurte à des difficultés sous la forme d’un excédent grandissant des permis d’émission, en grande partie en raison de la crise économique qui a fait baisser les émissions davantage que prévu. En conséquence, les prix du carbone ne sont pas assez élevés pour envoyer un signal de changement. Par contre, en raison des prix actuellement peu élevés du carbone, les investisseurs s’éloignent des solutions écologiques pour privilégier des combustibles fossiles tels que le gaz naturel.

|  |
| --- |
| Encadré 2 **Réforme des instruments économiques liés à l’environnement  dans les pays d’Europe orientale, du Caucase et d’Asie centrale** |
| Depuis dix ans, les pays d’Europe orientale, du Caucase et d’Asie centrale s’efforcent d’améliorer la conception et la mise en œuvre d’instruments économiques pour promouvoir des politiques environnementales, notamment l’application de taxes et de redevances sur la pollution et les produits, des sanctions pour non-respect des règlements et le versement d’indemnisations pour dommages causés à l’environnement. L’efficacité administrative des instruments (notamment les taux de recouvrement) a notablement progressé. Les taux appliqués ont augmenté, le nombre de polluants imposés dans certains pays est tombé de plusieurs centaines à des niveaux plus raisonnables (moins de 20), et l’application de taxes sur les produits et d’amendes administratives à des personnes morales s’est intensifiée. Malgré ces progrès, la conception individuelle et collective des instruments susmentionnés est encore loin d’être optimale. |
|  |

Mesures réglementaires

1. Dans certains cas, il peut être plus adéquat et efficace de bien concevoir les règlements ou d’encourager leur respect pour inciter le secteur privé à se tourner vers des produits et des processus de production plus respectueux de l’environnement. Comme instruments et procédures[[16]](#footnote-16), on pourrait citer l’évaluation stratégique environnementale (ESE) des politiques et programmes sectoriels, l’évaluation de l’impact sur l’environnement (EIE) de diverses activités de développement, l’application de valeurs limites d’émission (VLE), les prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD), les plans d’occupation des sols et les registres des rejets et transferts de polluants (RRTP).
2. L’ESE et l’EIE définissent des objectifs et des procédures progressives qui appliquent le principe de précaution aux effets environnementaux et sociaux. Elles définissent des procédures de consultation et de communication entre les ministères en charge des différents secteurs, ainsi qu’entre les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile.
3. L’EIE donne des informations, entre autres, sur les options possibles – y compris l’option zéro (ou « pas d’action ») – concernant une activité proposée, ses effets probables et les mesures éventuelles d’atténuation à prendre pour réduire au minimum les conséquences défavorables sur l’environnement. Elle aide aussi à recenser les lacunes dans les connaissances, ainsi que les incertitudes. Cette procédure est habituellement suivie d’une analyse a posteriori dont le but est de contrôler si les promoteurs de projets respectent les conditions environnementales ou les mesures d’atténuation, permet d’examiner l’efficacité des mesures prises pour faire face aux incertitudes et vérifie les prévisions passées par rapport aux activités futures similaires. L’EIE a été intégrée dans le concept de développement de nombreux pays au cours des deux dernières décennies (voir la figure xx)[[17]](#footnote-17).
4. L’ESE détermine les principaux facteurs qui influent sur les tendances importantes pour une économie verte, évalue de nombreux effets probables et compare les avantages et les inconvénients. Elle aide à trouver des solutions ou options pour atteindre les objectifs planifiés. Ses avantages sont notamment l’amélioration du rapport coût-efficacité grâce à une prise de décision meilleure et plus avisée, d’où une plus large acceptation du projet de la part du public et moins de discussions au niveau opérationnel.
5. Les VLE représentent la concentration maximale admissible d’émissions d’une substance polluante déterminée à laquelle les acteurs industriels doivent se conformer pour ne pas être exposés à des amendes ou à une fermeture. Ces valeurs se sont avérées être un outil efficace pour stimuler les investissements dans des technologies moins polluantes. La Belgique, par exemple, a fixé des VLE obligatoires pour les sources fixes de composés organiques volatils et a mis en place des méthodes avancées pour détecter les émissions sur les sites industriels. La Suisse a fixé des VLE de particules qui obligent à utiliser du matériel de construction équipé de filtres à particules diesel très efficaces. Ces valeurs sont fondées sur les meilleures techniques disponibles (MTD) sans imposer l’application d’une technique ou technologie en particulier.
6. Les documents de référence de l’UE relatifs aux MTD[[18]](#footnote-18) (par exemple, au titre de la directive relative aux émissions industrielles)[[19]](#footnote-19) donnent des renseignements sur les divers secteurs industriels et agricoles concernant des techniques et processus sectoriels, les niveaux actuels d’émission et de consommation, les techniques à prendre en compte dans la détermination des MTD et les nouvelles techniques. Ils servent donc de guides pour les entreprises, les pouvoirs publics et le public s’agissant des niveaux d’émission et de consommation pouvant être atteints lorsque des techniques déterminées sont appliquées.
7. L’instauration de VLE draconiennes telles que, par exemple, celles concernant le dioxyde de soufre et les oxydes d’azote (UE, Japon et États-Unis d’Amérique) a notablement multiplié le nombre de brevets délivrés concernant les techniques d’atténuation connexes. Chose intéressante, il y a des transferts de technologies entre les pays, mais indirectement : des brevets précédemment accordés dans d’autres pays sont cités dans les nouvelles demandes. La mise en œuvre de normes d’émissions draconiennes pour les automobiles (États-Unis) a poussé les entreprises nationales à intensifier leurs activités de dépôt de brevets par rapport aux concurrents étrangers.
8. Les RRTP sont des registres gratuits accessibles au public en ligne qui fournissent des données périodiques et fiables sur les émissions et transferts de polluants, y compris les gaz à effet de serre (GES), les métaux lourds et les composés chimiques toxiques. Bien qu’ils régissent davantage les informations sur la pollution que la pollution elle-même, les RRTP devraient exercer une forte pression à la baisse sur les niveaux de pollution, étant donné qu’aucune entreprise ne voudrait être désignée comme figurant parmi les plus gros pollueurs. Ces dernières années, les RRTP ont utilement servi à mesurer les progrès accomplis dans la réduction de la pollution dans de nombreux pays.
9. En outre, il est important de mettre en place un solide cadre réglementaire en matière de sécurité industrielle pour faire en sorte que les entreprises exploitant des sites industriels dangereux investissent dans la sécurité. Les règlements doivent énoncer des prescriptions relatives aux plans d’occupation des sols pour le choix du site des installations dangereuses et doivent permettre d’introduire un solide système de fonctionnement qui limitera les conséquences défavorables pour la santé et l’environnement en cas d’accident. Ils devraient aussi, dans toute la mesure du possible, assurer une rapide normalisation des opérations après l’accident.
10. Il convient de noter que les mesures réglementaires susmentionnées ne peuvent donner les résultats escomptés que si des mécanismes d’application sont également établis pour faire en sorte que ces mesures soient pleinement mises en œuvre.

Mesures fondées sur l’information

1. Les normes facultatives et les systèmes connexes de certification et d’étiquetage sont de puissants instruments qui favorisent le passage à une économie verte car ils aident les consommateurs à prendre les préoccupations environnementales en compte lorsqu’ils achètent des aliments ou d’autres produits de consommation. Ils définissent la durabilité des produits et du processus de production, communiquent l’information et guident les personnes, les entreprises et les autorités publiques dans leurs décisions d’achat. Le nombre de systèmes « verts » disponibles a connu une croissance exponentielle ces dernières années et on y compte plus de 400 écolabels, pour ne parler que d’eux. En raison de ce phénomène, la Suisse, par exemple, a créé un site Web (www.labelinfo.ch/) où les consommateurs peuvent obtenir des informations sur les différents labels disponibles dans le pays.
2. Les systèmes peuvent cependant affecter la compétitivité et constituer des obstacles au commerce, en particulier pour les petits et moyens producteurs qui peuvent manquer des ressources nécessaires pour prouver leur conformité. Partant, pour favoriser une amélioration permanente au lieu de cibler uniquement une technologie particulière, ces systèmes devraient laisser l’innovation aux entreprises et non aux organismes de normalisation (par exemple, pour les normes en matière de performances) et être utilisés de manière coordonnée avec d’autres instruments, dans le cadre d’ensembles de mesures globaux, et à chaque étape le processus réglementaire devrait laisser aussi peu de place que possible à l’incertitude.
3. Il est possible, en réduisant l’empreinte écologique sur le cycle de vie du processus de production, d’améliorer la productivité et la compétitivité. L’initiative Enviroclub (Canada) est un exemple réussi de programme de formation et de coaching élaboré pour aider les petits et moyens producteurs à renforcer leur compétitivité en améliorant la performance environnementale. En Europe, plusieurs pays ont lancé une initiative pour aider les entreprises à adopter des systèmes de gestion de l’environnement, comme la série des normes ISO 14000 de l’Organisation internationale de normalisation (ISO) et le Système communautaire de management environnemental et d’audit (Slovaquie).

Mesures d’appui aux entreprises innovantes qui encouragent   
les technologies non polluantes

1. De nos jours, les jeunes entreprises révolutionnent le monde en introduisant des innovations technologiques capitales, notamment dans les technologies non polluantes, les économies d’énergie, le recyclage, ainsi que la gestion des déchets et de l’eau. En outre, plusieurs autres raisons expliquent pourquoi les jeunes entreprises comptent pour les pouvoirs publics : elles peuvent améliorer le flux de connaissances entre les universités et centres de recherche et le milieu des entreprises (transfert de technologie); elles sont essentielles au processus de création d’emplois, puisque l’on estime qu’elles sont actuellement à l’origine de 50 % environ des nouveaux emplois créés dans les pays de l’OCDE; une communauté de jeunes entreprises saines et un environnement favorable peuvent donner aux pays une nouvelle image sur le plan internationale et les rendre plus attrayants pour les flux mondiaux de capitaux financiers et de capital humain. Dans la région de la CEE, les pays comme l’Italie, l’Estonie et les Pays-Bas ont entrepris avec succès des réformes nationales pour encourager les jeunes entreprises, et l’UE a lancé l’initiative « Start-up Europe » dans le cadre de son Agenda numérique et de son Plan d’action Entrepreneuriat 2020.
2. Pour prospérer et réussir, les jeunes entreprises ont besoin d’un environnement propice, qui apporte aide, financement et conseils aux entrepreneurs dynamiques. Cela suppose la mise en place d’incitations fiscales, l’octroi de systèmes de financement et de rémunération novateurs, ainsi qu’un échange de bonnes pratiques et une coopération entre les pays.

|  |
| --- |
| Encadré 3  **Conditions favorables à de jeunes entreprises innovantes :  cas de l’Italie** |
| À la fin de 2012, l’Italie a entrepris une réforme complète pour aider les jeunes entreprises, le point culminant étant l’adoption de la loi sur les jeunes entreprises, qui est constituée d’un ensemble d’outils concernant toutes les étapes du cycle de vie d’une entreprise et qui crée des conditions favorables à un rapide établissement et à une prompte expansion des jeunes entreprises. |
| La loi offre de solides incitations financières aux jeunes entreprises, notamment : jusqu’à 27 % de réduction sur les impôts sur les investissements de lancement et les investissement initiaux, soit un montant allant jusqu’à 1,8 million d’euros; accès simplifié et gratuit aux garanties pour 80 % des prêts bancaires s’élevant jusqu’à 2,5 millions d’euros; exemption de redevances; outils de rémunération révolutionnaires qui permettent de payer les travailleurs et les consultants par le biais de systèmes d’options d’achat d’actions et de travail en échange de prises de participation, lesquels sont déductibles d’impôt à des fins fiscales et au niveau des cotisations; et possibilité de recourir à des instruments de financement novateurs qui permettent de lever des capitaux en échange d’actions par le biais de portails de financement participatif. |
| En conséquence, il y a aujourd’hui plus de 3 700 jeunes entreprises technologiques fortement innovantes comptant environ 19 000 partenaires et employés, et quelque 150 millions d’euros ont été prêtés à plus de 320 jeunes entreprises pendant la période 2014-2015. |
|  |

IV. Coopération

|  |
| --- |
| **Questions à examiner :** *quelles mesures doivent être prises pour promouvoir davantage la coopération entre les pays de la région paneuropéenne afin de faciliter le passage à une économie verte, notamment dans le contexte du programme de développement pour l’après-2015?* |
|  |

1. La coopération entre les pays est capitale pour promouvoir le passage à une économie verte. Certains instruments, en particulier ceux qui sont axés sur le marché, donnent de meilleurs résultats si les pays les mettent en œuvre d’une manière coordonnée. La coopération permet aussi de s’appuyer sur les connaissances, l’expérience et les pratiques des uns et des autres pour élaborer et appliquer des plans d’action ou des feuilles de routes aux fins de la transition. La mise en commun des pratiques et expériences est particulièrement utile pour faire participer plus efficacement le secteur privé et la société civile. Les organisations internationales jouent un rôle essentiel pour ce qui est de faciliter la coopération entre les pays.
2. Les instruments axés sur le marché encouragent le secteur privé, grâce aux signaux donnés par les prix, à opter pour des processus de production plus sains du point de vue social et environnemental et ainsi à investir dans le transfert de technologie ou la recherche-développement. Si toutefois une entreprise a des concurrents directs qui opèrent à partir de pays non dotés ou insuffisamment dotés de signaux donnés par les prix dans le domaine social et environnemental, elle peut décider de relocaliser ses activités de production pour maintenir ses frais d’exploitation à un faible niveau et ainsi rester compétitive en matière de prix sur le plan régional ou mondial. La coordination entre les pays et la mise en œuvre de types similaires de signaux donnés par les prix peuvent donc être importantes pour empêcher une relocalisation des activités industrielles.
3. On constate qu’en coopérant et en tirant des enseignements les uns des autres, les pays ont été en mesure de progresser plus rapidement, ce qui s’applique aussi au passage à une économie verte. La collaboration entre les pays, souvent facilitée par les organisations internationales, a permis aux pays d’identifier et de combler les lacunes dans les connaissances en mettant en place des instruments ou démarches visant à appuyer la transition. En est un bon exemple la coopération entre les pays facilitée par la Plateforme de connaissances pour une croissance verte.
4. De plus, en partageant les exemples de réussite dans la mise en place d’instruments ou d’approches particulières, les pays peuvent s’aider mutuellement à gérer plus efficacement la transition. En particulier, les pays dotés de capacités limitées pour gérer le changement peuvent tirer parti d’un tel partage.
5. Les centres d’échange d’informations ont parfois été utiles pour faciliter le partage de bonnes pratiques et d’exemples de réussite. Par exemple, le mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus[[20]](#footnote-20) offre des renseignements sur les lois et les pratiques pertinentes pour assurer une participation significative de la société civile à la prise de décisions environnementales à tous les niveaux et ainsi appliquer le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement. Le mécanisme mondial d’échange d’informations sur les modes de consommation et de production dans le cadre du cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production du PNUE comportera aussi une multiplicité de bonnes pratiques innovantes[[21]](#footnote-21).
6. On pourrait se servir d’une panoplie de mesures en faveur d’une économie verte élaborées par la CEE et le PNUE en collaboration avec l’AEE, l’OCDE, et d’autres partenaires dans le cadre stratégique d’écologisation de l’économie dans la région paneuropéenne (ECE/CEP/2015/L.4) comme d’un mécanisme d’échange d’informations sur une économie verte intégré dans la Plateforme de connaissances pour une croissance verte. Une coopération avec l’initiative « Partnership for Action on a Green Economy (PAGE) » – sous l’égide du PNUE et regroupant l’OIT, le PNUD, le PNUE, l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) – renforcerait encore plus les mesures considérées[[22]](#footnote-22).
7. Le cadre stratégique établit un lien entre les actions possibles et les priorités de l’économie verte et les domaines d’intervention, qui sont ensuite associées aux objectifs de développement durable pertinents. Le recours à la panoplie de mesures liées au cadre stratégique peut donc aider les pays à gérer la transition voulue et à progresser vers la réalisation de nombreux objectifs de développement durable.
8. La coopération entre les pays conduit aussi à l’élaboration de politiques d’accès libre aux données et informations. Il serait impossible de mettre en place un système de partage d’informations sur l’environnement – qui établit un lien entre les données et informations à accès libre produites et partagées par les pays – si les pays ne coopéraient pas entre eux en vue d’avantages mutuels. Dans le cadre de l’économie verte, un tel accès contribue à améliorer l’efficacité d’une gouvernance écologique.
9. Les organisations internationales aident les pays dans leurs initiales communes visant à opérer le passage à une économie verte dans la région grâce à une large gamme d’activités de coopération régionales, qui comprennent notamment l’organisation de réunions et d’ateliers pour renforcer le leadership en matière d’économie verte, ainsi que pour favoriser l’apprentissage collaboratif ou développer et partager des connaissances sur l’économie verte ou encore établir un système de partage d’informations sur l’environnement.
10. Les organisations internationales facilitent aussi les projets pilotes en matière d’économie verte aux fins de l’application d’instruments adéquats ou de l’élaboration et de l’application d’une gamme diverse de stratégies, de feuilles de route et de plans d’action nationaux. Elles appuient les initiatives conjointes visant à mettre en place des méthodes de mesure, notamment des indicateurs destinés à mesurer le processus de transition. Par exemple, dans le cadre d’un programme axé sur l’orientation écologique de l’économie dans les pays du Partenariat oriental (EaP GREEN), la CEE, l’OCDE, l’ONUDI, le PNUE et l’UE aident six pays d’Europe orientale à adopter une économie verte en appuyant l’élaboration de plans stratégiques et de politiques, ainsi que la mise en œuvre d’activités de démonstration visant production économe en ressources et moins polluante, agriculture biologique et marchés publics durables. On pourrait citer d’autres exemples, à savoir : appui accordé par l’OCDE et le PNUD à la mise en œuvre d’un projet pilote concernant l’intégration d’indicateurs d’une croissance verte au Kirghizistan; collaboration de l’OIT, de l’ONUDI, du PNUD, du PNUE et de l’UNITAR avec des pays dans le cadre du projet PAGE; et Plan d’action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans le contexte d’une économie verte élaboré par la CEE.
11. La coopération entre les pays en matière d’économie verte et le soutien des organisations internationales devraient se poursuivre et pourraient encore être renforcés pour gérer efficacement la transition. Les outils, instruments et autres mécanismes mis à disposition devraient être activement utilisés à cette fin pour combler les lacunes.

V. Conclusions et voie à suivre

1. Les pays de la région s’emploient à rendre leur économie plus respective de l’environnement, mais se heurtent aussi à divers problèmes pour appliquer les politiques pertinentes. Ces problèmes peuvent être liés, sans y être limités, à divers facteurs : application adéquate de l’analyse de l’incidence des politiques, absence de stratégies et de conditions stables pour un développement écologique, pressions exercées par le ralentissement économique et difficulté connexe à mobiliser des capitaux, absence des compétences et connaissances environnementales nécessaires, et pressions des groupes d’intérêt ou des lobbys. La région présente cependant de bons exemples de mise en œuvre réussie des ensembles de mesures visant l’instauration d’une économie verte, en particulier les mesures sectorielles, qui montrent de quelle manière les pays peuvent écologiser leur économie. Il est néanmoins possible de tirer davantage parti des perspectives offertes par une économie verte.
2. Les pays ont mis au point un certain nombre d’approches, de programmes et d’initiatives pour encourager une utilisation plus efficace des ressources naturelles et atténuer les charges pesant sur les écosystèmes et la base des actifs naturels. Il s’agit entre autres de l’économie circulaire, de cadres de gestion durable des écosystèmes ou des ressources naturelles, d’approches sectorielles durables du point de vue environnemental, d’une méthode de gestion des ressources fondée sur les interactions, de l’éducation au développement durable, de l’aménagement du territoire, de l’affectation de dépenses publiques à la science et à la recherche, de l’accès aux bonnes pratiques et à des cadres de suivi. La réussite de ces programmes et initiatives dépend souvent des éléments ci-après : instauration et application de règles et règlements clairs, application des signaux donnés par les prix qui préviennent la pollution de l’environnement et l’épuisement des ressources, transparence, participation effective de la société civile et du secteur privé, et étroite coopération entre les pays.
3. Dans la région, une attention accrue est portée aux mesures et instruments pouvant inciter le secteur privé à innover et à investir dans l’écologisation des processus de production ainsi qu’à offrir des produits et services verts. Au nombre de ceux-ci figurent les marchés publics durables, les instruments axés sur le marché et les mesures réglementaires, mais aussi les outils fondés sur l’information, tels que normes et systèmes d’étiquetage. Les mesures générales et budgétaires favorisant les entreprises innovantes (jeunes entreprises) sont aussi un important moteur de la participation du secteur privé dans le développement de technologies vertes. Il convient aussi de renforcer l’efficacité de ces instruments et la capacité à s’en servir utilement. Certains doivent être mieux conçus pour répondre aux conditions du marché, tandis que d’autres requièrent une bonne coopération et une bonne communication entre les différentes institutions gouvernementales. Les fonctionnaires doivent aussi être formés à l’utilisation et à l’application des instruments en question.
4. Un bon niveau de coopération a été atteint avec l’aide des organisations internationales. La transition peut être accélérée en poursuivant cette coopération et éventuellement en la renforçant, le but fixé étant d’exploiter les possibilités offertes par l’économie verte et de remédier aux besoins existants compte tenu des priorités nationales.
5. Les activités entreprises par les pays et les conseils donnés par les organisations internationales à ce jour ont été rassemblés dans une panoplie de mesures communes dans le cadre stratégique visant à instaurer une économie plus respectueuse de l’environnement dans la région paneuropéenne. La transition devrait s’en trouver accélérée. Le cadre stratégique dotera les pays des connaissances disponibles concernant les mesures et instruments susceptibles d’être utilisés pour agir dans des domaines déterminés de l’économie verte selon les priorités nationales tout en atteignant les objectifs de développement durable fixés.
6. Une fois le cadre stratégique mis en place, les ministres de l’environnement des pays de la CEE seront en mesure de défendre la transition vers une économie verte au sein de leur gouvernement. Ils pourront en particulier mentionner et choisir des mesures qui seront bien adaptées à la situation nationale.

1. La région paneuropéenne visée par le processus « Un environnement pour l’Europe » englobe tous les membres de la Commission économique pour l’Europe (CEE), à savoir les 56 États membres de la CEE. [↑](#footnote-ref-1)
2. Déclaration ministérielle : « Économisez l’eau, passez au vert ! » (ECE/ASTANA.CONF/2011/2/  
   Add.1), accessible à l’adresse : www.unece.org/env/efe/astana/welcome. [↑](#footnote-ref-2)
3. En outre, les ministres devraient discuter du sujet de l’agriculture écologique et de la réduction des risques pour l’environnement, ainsi que de la façon dont les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile participent au processus de transition. [↑](#footnote-ref-3)
4. Accessible à l’adresse : www.unece.org/env/efe/Astana/documents.html. [↑](#footnote-ref-4)
5. Accessible à l’adresse : www.unece.org/index.php?id=32257. [↑](#footnote-ref-5)
6. Accessible à l’adresse : www.unece.org/index.php?id=35032. [↑](#footnote-ref-6)
7. La mention dans le présent document d’une firme ou d’une marque commerciale ne signifie pas que celle-ci a l’aval de l’Organisation des Nations Unies. [↑](#footnote-ref-7)
8. À ce jour, il n’y a pas eu un changement de comportement assez important pour permettre aux constructeurs automobiles d’affirmer qu’ils ont perdu des parts de marché à cause d’un usage croissant des transports publics en zone urbaine. Cependant, il est possible, en encourageant le transport intermodal (utilisation des voitures associée aux transports publics ainsi qu’à la marche et au cyclisme pour la mobilité en zone suburbaine), de concilier les intérêts divergents des différents groupes. De plus, si ces mesures sont combinées avec une promotion des voitures économes en carburant et/ou électriques, le remplacement des voitures gaspilleuses d’énergie par des voitures économes en énergie créera de nombreux emplois dans le secteur automobile. [↑](#footnote-ref-8)
9. À ce jour, le secteur minier est davantage touché par la récession économique et la baisse de la demande connexe que par la concurrence provenant des activités de récupération ou de recyclage. [↑](#footnote-ref-9)
10. Convention de la CEE sur la protection et l’utilisation des cours d’eau transfrontières et des lacs internationaux. [↑](#footnote-ref-10)
11. Place réservée à une figure présentant l’évolution du secteur de l’énergie, qui sera ajoutée à la prochaine version du présent document à élaborer pour la session extraordinaire du CPE en février 2016. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir la méthode d’évaluation de l’interaction entre l’eau, l’alimentation, l’énergie et les écosystèmes dans les bassins transfrontières (ECE/MP.WAT/WG.1/2015/8), accessible à l’adresse : www.unece.org/index.php?id=38163. [↑](#footnote-ref-12)
13. Place prévue pour une figure présentant les taux de récupération des minéraux, métaux rares, etc. des produits dans la région paneuropéenne, qui sera ajoutée à la prochaine version du présent document à élaborer pour la session extraordinaire du CPE en février 2016. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir le site www.greengrowthknowledge.org. [↑](#footnote-ref-14)
15. Organisation de coopération et de développement économiques, *Taxation, Innovation and the Environment* (Paris, 2010), encadré 4.1. Accessible à l’adresse : http://dx.doi.org/10.1787/9789264087637-en. [↑](#footnote-ref-15)
16. Ces instruments ou procédures sont réglementés notamment par les traités de la CEE. Pour de plus amples détails, voir le site www.unece.org/env/treaties/welcome. [↑](#footnote-ref-16)
17. Place réservée à une figure illustrant la multiplication des demandes d’EIE, qui sera ajoutée à la prochaine version du présent document à élaborer pour la session extraordinaire du CPE en février 2016. [↑](#footnote-ref-17)
18. Pour de plus amples détails, voir le site eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference. [↑](#footnote-ref-18)
19. Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution). [↑](#footnote-ref-19)
20. Mécanisme d’échange d’informations de la Convention de la CEE sur l’accès à l’information, la participation du public au processus décisionnel et l’accès à la justice en matière d’environnement (Convention d’Aarhus), accessible à l’adresse : http://aarhusclearinghouse.unece.org/. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le mécanisme d’échange d’informations sur les modes de consommation et de production est encore en cours d’élaboration. Pour de plus amples détails, voir le site www.unep.org/resourceefficiency/  
    Policy/SCPPoliciesandthe10YFP/The10YearFrameworkProgrammesonSCP/GlobalSCPClearinghouse/  
    tabid/102573/Default.aspx. [↑](#footnote-ref-21)
22. Pour de plus amples détails, voir le site www.unep.org/greeneconomy/PAGE. [↑](#footnote-ref-22)